



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

RESCCUE

DIAGNOSTIC SYNTHETIQUE
ETAT INTERMEDIAIRE DU SITE PILOTE DE 'OPUNOHU
ÎLE DE MOOREA - POLYNESIE FRANÇAISE





L'opérateur en charge de la mise en œuvre du projet RESCCUE en Polynésie française, sous le double contrôle de la CPS et du gouvernement de la Polynésie française, représentée par sa Direction de l'Environnement, est :



L'Agence des aires marines protégées avec principalement l'IRCP-EPHE, l'Université de la Polynésie française, Créocéan, le GIE Océanide, PTPU, Vertigo Lab, l'association SOP Manu et plusieurs consultants individuels.

Agence des aires marines protégées Mahé CHARLES mahe.charles@aires-marines.fr	GIE Océanide Jean-Brice HERRENSCHMIDT ddatpacific@gmail.com
Créocéan Julien GUILLET guillet@creocean.fr	IRCP-EPHE Serge PLANES planes@univ-perp.fr
SOP Manu Thomas GHESTEMME tghestemme@manu.pf	Vertigo Lab Thomas BINET thomasbinet@vertigolab.eu
PTPU Charles EGRETAUD charles.egretau@ptpu.pf	Université de Polynésie française (UPF) Nabila GAERTNER-MAZOUNI nabila.gaertner-mazouni@upf.pf
Commune des Gambier Firmin PAEMARA mairiederikitea@mail.pf	Hervé LALLEMANT lallemant.herve@gmail.com
Jean-François BUTAUD jfbutaud@hotmail.com	Annie AUBANEL annie.aubanel.3@gmail.com

Rédacteur Principal/ Contributeur (s)	Date de publication
Mahé CHARLES, Agence des aires marines protégées/ partenaires du groupement	A renseigner

Photographie de couverture : passe de Tareu, Moorea (E.PONCET, 2015)

Le projet RESCCUE vise à contribuer à accroître la résilience des pays et territoires insulaires du Pacifique face aux changements globaux par la mise en œuvre de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC). Il prévoit notamment de développer des mécanismes de financement innovants pour assurer la pérennité économique et financière des activités entreprises. Ce projet régional opère sur un à deux sites pilotes dans chacun des pays et territoires suivants : Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Vanuatu.

RESCCUE est financé principalement par l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), pour une durée de cinq ans (01/01/2014 - 31/12/2018). Le montant global du projet est estimé à 13 millions d'Euros. La CPS bénéficie d'un financement total de 6,5 millions d'euros : une subvention de l'AFD octroyée en deux tranches (2013 et 2016 à hauteur de 2 et 2,5 millions d'Euros respectivement), et une subvention du FFEM de 2 millions d'Euros. Le projet RESCCUE fait en complément l'objet de cofinancements. Sa maîtrise d'ouvrage est assurée par la CPS, assistée par les gouvernements et administrations des pays et territoires concernés. La Polynésie française assure donc le rôle d'assistant à maîtrise d'ouvrage aux côtés de la Communauté du Pacifique (CPS).

RESCCUE est structuré en cinq composantes :

Composante 1 - Gestion intégrée des zones côtières : Il s'agit de soutenir la mise en œuvre de la GIZC « de la crête au tombant » à travers l'élaboration de plans de GIZC, la mise en place de comités ad hoc, le déploiement d'activités concrètes de terrain tant dans les domaines terrestres que marins, le renforcement des capacités et le développement d'activités alternatives génératrices de revenus.

Composante 2 - Analyses économiques : Cette composante soutient l'utilisation d'une large variété d'analyses économiques visant d'une part à quantifier les coûts et bénéfices économiques liés aux activités de GIZC, d'autre part à appuyer diverses mesures de gestion, politiques publiques et mises en place de mécanismes économiques et financiers.

Composante 3 - Mécanismes économiques et financiers : Il s'agit de soutenir la mise en place de mécanismes économiques et financiers pérennes et additionnels pour la mise en œuvre de la GIZC : identification des options possibles (paiements pour services écosystémiques, redevances, taxes, fonds fiduciaires, marchés de quotas, compensation, certification...) ; études de faisabilité ; mise en place ; suivi.

Composante 4 - Communication, capitalisation et dissémination des résultats du projet dans le Pacifique : Cette composante permet de dépasser le cadre des sites pilotes pour avoir des impacts aux niveaux national et régional, en favorisant les échanges d'expérience entre sites du projet, les expertises transversales, la dissémination des résultats en particulier au cours d'événements à destination des décideurs régionaux, etc.

Composante 5 - Gestion du projet : Cette composante fournit les moyens d'assurer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du projet, l'organisation des réunions des comités de pilotage, des évaluations et audits, etc.

SOMMAIRE

1. Présentation du projet dans le site pilote de 'Opunohu	3
2. Etat d'avancement de la mise en œuvre du projet	6
2.1 Demarches de gestion intégrée	6
2.2 Le renforcement des capacités prend forme sur le site pilote	10
2.3 renforcer l'utilisation des analyses économiques pour la GIZC et améliorer la durabilité économique et financière de la GIZC	12
2.4 Favoriser l'apprentissage, la diffusion et la réplication des expériences dans les sites pilotes et contribuer à l'expertise régionale sur des sujets clés	13
2.5 Mise en œuvre du projet	13
3. PRINCIPAUX AJUSTEMENTS DU PROGRAMME D'ACTIVITES INITIAL.....	24
4. PROBLEMES ET ETAPES MISES EN OEUVRE POUR LES RESOUDRE	24
5. PROCHAINES ETAPES	25
6. Annexe	26
6.1 Cadre logique renseigné	26

1. PRESENTATION DU PROJET DANS LE SITE PILOTE DE 'OPUNOHU

Dans le site pilote de 'Opunohu, les principaux enjeux exprimés par la commune de Moorea et retenus par le Pays concernent : la gestion efficace du lagon (y compris la gestion des zones de mouillages), la gestion de l'urbanisation et de l'anthropisation du littoral, la lutte contre l'érosion terrigène et l'érosion côtière, et le contrôle ou la lutte contre les espèces envahissantes terrestres. De plus, l'enjeu de la gouvernance locale est particulièrement important pour tout projet sur ce site où la défiance d'une partie de la population locale s'exprime vis-à-vis de la mise en place de démarches ressenties comme venant de l'extérieur, de Tahiti et non appropriées. Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique i) les différentes activités proposées dans le cadre du projet, en réponse aux enjeux identifiées et ii) leur contribution relative à l'adaptation au changement climatique.

ACTIVITES	ACTIONS de GIZC PROPOSEES ET CONTRIBUTION A L'ADAPTATION AU CC
Plan de GIZC ou plan de développement durable de 'Opunohu/Papetoai (en articulation avec le projet INTEGRE sur le site pilote commun)	<p>Appui méthodologique adapté aux besoins de l'équipe INTEGRE (identification des enjeux, caractérisation des stratégies d'acteurs, élaboration d'une gouvernance adaptée au contexte, appui à l'élaboration de la structure du PGIZC et à l'élaboration du PGIZC, recommandations opérationnelles pour les actions)</p> <p><i>Contribution à l'adaptation au CC : contribution à l'élaboration d'un plan d'action intégrant la problématique de la résilience des écosystèmes et des activités économiques</i></p>
Appui à la révision du Plan de Gestion de l'Espace Maritime (PGEM)	<p>Amélioration de la gouvernance et appropriation des acteurs impliqués et concernés, mieux formaliser des objectifs à long terme traduit dans un plan de gestion évaluable, concertations, définition des bases d'un observatoire ou système d'évaluation de la gestion et de la gouvernance, proposition d'un PGEM révisé efficace juridiquement solide et pour lequel des mécanismes de financement pérenne auront été sélectionnés par les décideurs</p> <p><i>Contribution à l'adaptation au CC : Amélioration du PGEM pour une gestion durable des écosystèmes lagunaires et des activités humaines → améliorer la résilience des écosystèmes</i></p>
Gestion des mouillages sur le site pilote	<p>Diagnostic (état de l'art/besoins/contraintes) / identification des modes de gestion et des services associés à fournir aux plaisanciers/ analyse économique pour aider au choix du mode de gestion/appui à la mise en œuvre des mouillages organisés et d'un mode de gestion pérenne sélectionné par la commune en accord avec le Pays</p> <p><i>Contribution à l'adaptation au CC : Limiter la perturbation des mouillages sur les écosystèmes pour favoriser la résilience de l'écosystème lagunaire, diversification des activités économiques en cas de mise en place de services aux plaisanciers</i></p>
Lutte contre l'érosion du littoral sur le site	<p>Réalisation du diagnostic du site (historique et évolution / identification et mesure des zones d'érosion-accrétion/détermination des processus), proposition d'actions de lutte contre l'érosion et sensibilisation/communication associées</p>

de la plage publique de Ta'ahiamanu	<i>Contribution à l'adaptation au CC : Définition de méthodes de lutte contre l'érosion préservant les fonctionnements naturels pour améliorer la résilience du littoral</i>
ACTIVITES	ACTIONS de GIZC PROPOSEES ET CONTRIBUTION A L'ADAPTATION AU CC
Accompagnement des pratiques agricoles plus durables (lutte contre l'érosion terrigène, et promotion de l'agriculture biologique)	Accompagnement des producteurs d'ananas : conseil technique de lutte contre l'érosion et suivi des coûts associés ; Pérennité des actions (<i>via</i> notamment le recours à l'analyse économique et la proposition de mécanismes de financement)
	<i>Contribution à l'adaptation au CC : Développer une agriculture durable et plus respectueuse de l'environnement (modification des pratiques) afin de préserver les habitats terrestres et marins essentiels à l'adaptation aux changements climatiques (amélioration de la résilience des écosystèmes et de celle des activités agricoles)</i>
Lutte contre les espèces envahissantes terrestres	Diagnostic approfondi et validation des enjeux pour formaliser une stratégie opérationnelle/ Préparation des actions
	<i>Contribution à l'adaptation au CC : Contribuer à l'amélioration de la résilience des habitats terrestres</i>
ACTIONS TRANSVERSALES	
Transfert des connaissances et renforcement des capacités	Formation, sensibilisation, éducation
	<i>Contribution à l'adaptation au CC : Apport des connaissances et de bonnes pratiques aux acteurs locaux pour pérenniser les actions → résilience des écosystèmes et des communautés face aux risques du changement climatique</i>

Tableau 1 : Actions du projet RESCCUE Polynésie française et leur contribution attendue en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique

Les principaux bénéficiaires des activités proposées sont i) la population résidente de Moorea et ii) la commune de Moorea (élus et équipe technique). L'appui du projet RESCCUE à la révision du plan de gestion de l'espace maritime (PGEM) bénéficie à l'ensemble des acteurs concernés le lagon : pêcheurs désormais organisés en associations, prestataires lagonaire de tourisme nautique, associations environnementales et culturelles (y.c. l'association du PGEM de Moorea), professionnels de l'hébergement, etc.

Le projet vise également à accompagner différents acteurs vers des pratiques plus durables tels que les planteurs d'ananas identifiés par le Service du Développement Rural pour travailler sur la lutte contre l'érosion terrigène sur les parcelles pilotes identifiées. Par ailleurs, l'usine de jus de fruits Rotui ou le lycée agricole de 'Opunohu pourront également bénéficier des analyses technico-économiques proposées au sujet de l'agriculture biologique et des itinéraires techniques cultureux qui seront définis et mis en place dans le cadre du projet INTEGRE.

En ce qui concerne la thématique de la gestion des mouillages sur les sites sélectionnés par la commune suite aux diagnostics, les bénéficiaires identifiés seront le ou les privés amenés à gérer la zone de mouillage identifiée ainsi que les plaisanciers qui bénéficieront des possibles services à terre mis à leur disposition en échange d'une redevance.

De manière générale, le projet appuie différentes politiques publiques du Pays et de la commune de Moorea-Maiao : développement du tourisme nautique, gestion des espèces envahissantes, gestion des pêches lagunaires, co-gestion des espaces côtiers, agriculture durable. En ce sens, le projet bénéficie à un ensemble de services administratifs du Pays aussi bien qu'à la commune. Enfin, le projet permet de favoriser la coordination des politiques publiques citées ci-dessus. Un tableau récapitulatif du lien entre les actions du projet et les politiques publiques du Pays et de la commune est proposé ci-après.

Activités projet RESCCUE inscrites dans démarche de GIZC	Intégration dans les politiques publiques (Pays/commune)
Révision du PGEM de Moorea	<p>Volonté de la Direction des Ressources Marines et Minières (DRMM) de mettre en place un système de gestion des pêches dans lequel les pêcheurs organisés en comités seraient plus responsabilisés (choix des mesures, gestion adaptative, suivi voire surveillance)</p> <p>Contribution à la réflexion annoncée du Pays de réfléchir à la co-gestion des espaces côtiers pour assurer la protection de l'environnement dont dépendent les populations (logique d'aire marine gérée côtière)</p>
Gestion des mouillages	<p>Contribution à la politique de développement du tourisme nautique, axe de la stratégie 2015-2020 du tourisme</p> <p>Contribution à la démarche en cours de création de la route dite des 36 mois visant à allonger le temps de présence des plaisanciers en Polynésie et ainsi développer le tourisme de plaisance</p>
Gestion des espèces envahissantes terrestres	<p>Contribution à la stratégie existante et lien avec le groupement Espèces envahissantes mis en place par la DIREN à l'échelle du Pays</p>
Lutte contre l'érosion côtière	<p>Contribution à la politique d'aménagement durable de la plage de Ta'ahiamanu</p> <p>Contribution à l'articulation des politiques entre le Pays et Commune sur ce site d'intérêts multiples</p>
Accompagnement des pratiques agricoles durables	<p>Contribution au développement de l'agriculture biologique et à la lutte contre l'érosion terrigène (SDR)</p> <p>Ex : éléments techniques de lutte contre l'érosion qui seront repris dans les cahiers des charges des planteurs à qui des lots sont octroyés par le Pays dans le Domaine de 'Opunohu pour cultiver les ananas</p>

Tableau 2: intégration des activités du projet RESCCUE dans les politiques publiques du Pays

2. ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

2.1 DEMARCHES DE GESTION INTÉGRÉE

2.1.1 APPUI A LA REVISION DU PGEM DE MOOREA

Les actions menées depuis le début du projet ont eu pour but de favoriser les conditions institutionnelles et sociales du débat pour mener un travail de fond avec l'ensemble des acteurs concernés par la gestion durable et équitable du lagon de Moorea. Il est rapidement apparu un certain nombre de difficultés à traiter (en particulier la question de la conflictualité autour de l'outil juridique du PGEM en vigueur, et notamment venant de certains pêcheurs lagonaires) avant de pouvoir envisager de débattre concrètement de la gouvernance de la gestion du lagon et des mesures à réviser ou les nouvelles à mettre en place. Une série importante d'enquêtes, de réunions avec les pêcheurs dans les communes associées de Moorea et avec différents acteurs associatifs, professionnels et institutionnels (de fin 2015 à mai 2016) a conduit à confirmer et à consolider les diagnostics déjà disponibles. Différents bilans du PGEM ont, de plus, été réalisés à la demande des acteurs, ainsi qu'une étude juridique pour analyser le texte en vigueur et ses possibles améliorations.

L'activité du groupement a donc été consacrée dans cette première année à appuyer la commune pour structurer et adapter les processus de concertation, clé de toute capacité collective à débattre des objectifs et des modalités de gestion pour construire l'acceptabilité du futur plan de gestion.

Le point de cristallisation du mécontentement à l'égard du PGEM est le domaine de la pêche. Une très forte contestation de la part de groupes de pêcheurs s'est notamment exprimée avec véhémence à l'encontre du PGEM lors de l'atelier de lancement officiel de la concertation pour la révision du PGEM organisé le 30 juin 2016. Cet atelier fait suite à la constitution en mai 2016 de la CLEM (commission locale de l'espace maritime), instance qui pilote le processus de la révision dans le cadre réglementaire. Cet atelier a notamment abouti à la décision de lancer un travail collaboratif pour l'élaboration d'un système de gestion des pêches avec l'appui de DRMM, intégrant potentiellement le concept de *rāhui* ; Les agents de la DRMM sont connus sur le terrain et cette direction est perçue comme étant la plus à même de comprendre les problématiques des pêcheurs. Ce processus répond notamment au manque de souplesse de l'outil PGEM en vigueur pour traiter des questions de pêche, ce qui implique la mise en place d'un système de gestion des pêcheurs lagonaires intimement adossé au plan de gestion du lagon qui inclura des orientations de gestion des ressources. Suite à cet atelier, un travail de consultation et de négociation a été entrepris par la commune, avec l'appui du groupement, pour désigner des représentants légitimes dont la contribution à la CLEM sera acceptée par le plus grand nombre. Une liste nominative est désormais arrêtée par la commune et devrait être transmise avant la fin de l'année 2016 aux autorités du Pays afin de programmer sa première réunion début 2017.

Les conditions de la concertation étant alors réunies suite notamment à l'organisation des pêcheurs en associations et la confirmation du portage du processus de révision par plusieurs élus de la commune, le calendrier de sa mise en œuvre a été établi comme suit :

- Nov. 2016 - mars 2017: consultation ouverte selon les méthodes CAC (Concerter, Analyser, Choisir) ;
- Mars-mai 2017 : concertation sur propositions des porteurs de la révision selon les méthode PER (Proposer, Ecouter, Requalifier) ;
- Mai- fin juin 2017: finalisation d'une proposition de plan de gestion.

Plusieurs facteurs favorables à la suite du processus complexe de révision peuvent être identifiés à ce stade : i) le portage du processus par certains élus, ii) la mobilisation et la motivation de l'équipe technique communale, iii) la volonté exprimée de la part de la DRMM d'appuyer la mise en place d'un système de gestion des pêches lagunaires et d'une gouvernance associée et iv) la bonne participation dans les phases de concertation de la part de la majorité des acteurs qui s'organisent de plus en plus (ex. associations de pêcheurs).

2.1.2 APPUI A LA PLANIFICATION DE LA GESTION INTEGREE DE LA VALLEE ET LA BAIE DE 'OPUNOHU

L'appui du projet dans cette démarche portée par le projet INTEGRE concerne i) la consolidation du diagnostic approfondi du territoire et ii) l'identification des enjeux et des acteurs pour la mise en œuvre d'un plan de GIZC (ou un plan de Développement Local Durable). Les différentes étapes concernant les activités menées auprès de l'équipe INTEGRE sont les suivantes :

- Février-mars 2016 : Prise de contact avec l'équipe INTEGRE impliquée dans la rédaction du plan de GIZC de la zone pilote commune
- Avril 2016 : travail de restructuration du diagnostic
- Mai-juin 2016 : suite de l'action précédente et réorientation de la stratégie : passage d'un plan de développement du tourisme durable de 'Opunohu à un plan de développement durable de Papetoai et 'Opunohu
- Fin juin 2016 : atelier participatif
- D'ici fin 2016 : accompagnement de l'équipe INTEGRE dans la structuration du diagnostic approfondi et dans l'analyse de la gouvernance, appui pour réorienter les enquêtes à venir de l'équipe INTEGRE
- D'ici mi 2017 : appui à la finalisation d'une proposition de plan de GIZC et d'une gouvernance associée



Atelier de concertation pour la démarche de plan de développement local durable de Papetoai /'Opunohu (Papetoai, juin 2016)

2.1.3 GESTION DES MOUILLAGES

Cette activité a dans un premier temps permis d'identifier :

- les moyens techniques existants, leur cadre de mise en œuvre et leurs avantages et inconvénients notamment vis-à-vis du site pilote ;
- des exemples de par le monde de zones de mouillages organisés / analyse comparative des coûts et services fournis aux plaisanciers
- les modes de gestion possibles de la future zone de mouillages organisés

Ensuite, plusieurs zones du site pilote ont été identifiées et ont fait l'objet d'un diagnostic approfondi notamment en termes de caractéristiques techniques des sites, des besoins des usagers et de leur consentement à payer pour des services à terre. Différents modes de gestion et leurs caractéristiques ont été présentés à la commune de Moorea (gestion internalisée en régie ou externalisé en régie intéressée ou marché public de services). Suite à de nombreux échanges et tenant compte des enjeux d'acceptabilité des riverains vis-à-vis de cet usage du lagon, un mode adapté au site de 'Opunohu, en fonction des besoins, attentes et souhaits de la commune a pu être identifié. La possibilité de trouver un porteur de projet privé ayant déjà une activité sur zone a été intégrée à la réflexion. La recherche de financements pour financer les équipements constitue l'enjeu principal de la suite de cette activité sur ce site.

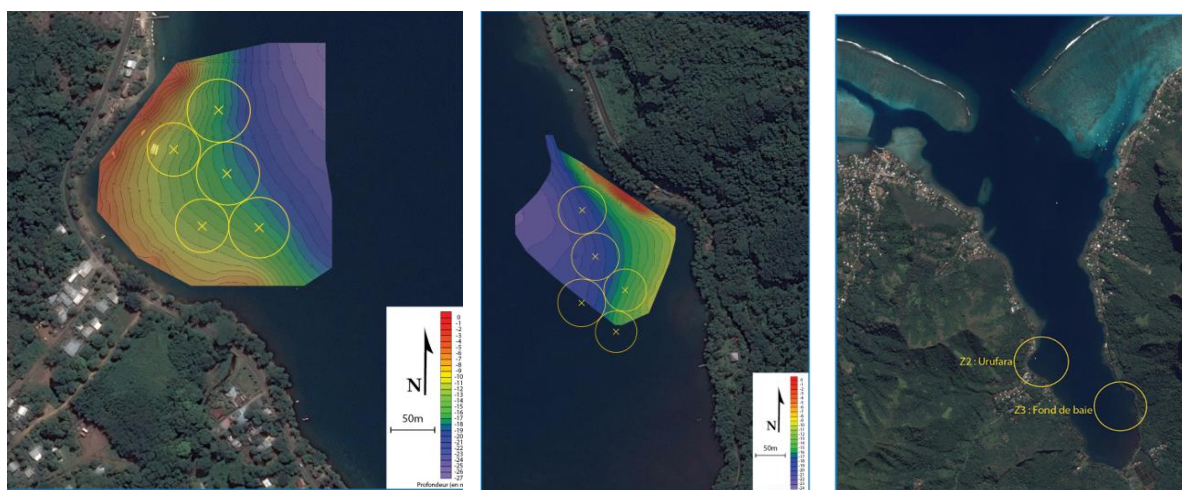


Figure 1 : Exemples de carte bathymétrique avec localisation des mouillages proposés (à gauche Urufara, au centre fond de baie) et synthèse des sites retenus



Visite de terrain avec le maire de Moorea et la police municipale sur les zones de mouillages identifiées par la commune (septembre 2016)



Visite de terrain avec les élus et l'équipe technique de la commune (Ta'ahiamanu, septembre 2016)

2.1.4 GESTION DE L'ÉROSION COTIERE SUR LE SITE DE TA'AHIAMANU

Une série de diagnostics jugés nécessaires pour caractériser le phénomène d'érosion de la plage de Ta'ahiamanu a été réalisée afin de pouvoir préconiser de ouvrages pour lutter contre ces phénomènes érosifs sur le site. L'évolution attendue de ces aménagements d'une part et une analyse multicritère d'autre part seront des éléments nécessaires pour permettre de hiérarchiser ces solutions concrètes dont certaines pourront être mises en œuvre sur le site. IL faut noter l'intérêt du Ministère du tourisme pour s'engager dans lutte contre l'érosion sur ce site d'importance sociale et économique importante dont le service du tourisme est en partie affectataire.



Visite de terrain avec le maire et directeur de cabinet du maire de Moorea au sujet du projet de lutte contre l'érosion de la plage de Ta'ahiamanu (septembre 2016)

2.1.5 LUTTE CONTRE LES ESPECES ENVAHISSANTES TERRESTRES

La proposition d'une stratégie de lutte et de contrôle d'espèces envahissantes terrestres dans et en dehors du Domaine de 'Opunohu est en cours de finalisation et nécessitera la recherche de financements. Les enjeux de coordination des actions devront faire l'objet d'une attention particulière.

2.2 LE RENFORCEMENT DES CAPACITES PREND FORME SUR LE SITE PILOTE

Les principales actions de renforcement des capacités sur le site pilote ont notamment consisté en :

- l'appui à la commune de Moorea en ce qui concerne la concertation, et les approches participatives, la co-construction de plans de gestion ;
- l'appui à l'animatrice du projet INTEGRE en charge de l'appui à la réalisation d'un plan de GIZC de 'Opunohu : analyse des jeux d'acteurs et de la gouvernance, analyses des enjeux du territoire concerné, appui à la concertation.



Chargé de mission de la commune de Moorea, mobilisé par l'animation et la coordination de la révision du PGEM, appuyé par l'équipe du projet RESCCUE (Paopao, juin 2016)



Echange technique entre agents de la commune de Moorea, animatrice INTEGRE et équipe projet RESCCUE (GIE Océanide) (Afareaitu, 2016)



Animatrice du processus de gestion intégrée de 'Opunohu mobilisée dans le cadre du projet INTEGRE et ayant bénéficié de l'appui technique et méthodologique de la part de RESCCUE. (Papetoai, juin 2016)



Participation de la directrice de l'aménagement et du développement durable de la commune de Moorea u congrès international de la conservation UICN (Hawaii, septembre 2016)

2.3 RENFORCER L'UTILISATION DES ANALYSES ECONOMIQUES POUR LA GIZC ET AMELIORER LA DURABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GIZC

2.3.1 APPUI AUX PRATIQUES AGRICOLES DURABLES

Pour appuyer le Pays et la commune dans la lutte contre l'érosion terrigène qui menace la qualité paysagère et environnementale de ses territoires, le projet prévoyait initialement le développement d'arguments économiques en faveur de pratiques agricoles antiérosives. Ces arguments ont pour objectif d'inciter les agriculteurs à adopter de nouvelles pratiques agricoles qui doivent être testées techniquement dans le cadre d'un plan de développement expérimental sur plusieurs sites pilotes de la baie de 'Opunohu appuyé par le projet INTEGRE. Ainsi, ces arguments peuvent contribuer à convaincre les décideurs, et en particulier le Service du Développement Rural (SDR), de la nécessité d'appuyer les agriculteurs dans la mise en œuvre de pratiques agricoles durables. Lors de la première année de mise en œuvre du projet, le suivi régulier du SDR sur cette thématique permet d'entrevoir l'atteinte de objectifs en termes de mise en œuvre de mesures de lutte anti-érosive.

Le travail réalisé a notamment permis de qualifier les bénéfices attendus de la mise en œuvre du plan de développement agricole, en cours de définition, sur 'Opunohu. Pour cela, les impacts environnementaux des pratiques agricoles, dont l'érosion des sols, ont d'abord convertis en perte de services écosystémiques. Ensuite, la réduction des impacts environnementaux des pratiques agricoles est questionnée pour trois orientations possibles du plan de développement agricole, correspondant chacune à des degrés d'investissement croissants.

Il est attendu de définir un plan de développement agricole suivant l'une de ses orientations et d'inciter les agriculteurs à le mettre en œuvre pour suivre l'évolution de l'érosion et ses conséquences en fonction des pratiques antiérosives choisies. Pour cela, l'implication des agriculteurs sera donc indispensable. Des incitations seront ainsi nécessaires pour convaincre l'ensemble des agriculteurs du domaine de la faisabilité du changement de pratique requis. Pour cela, le projet prévoit, dans les prochaines étapes du projet, la formalisation d'une fiche technico-économique pour différentes cultures agricoles (ananas au premier chef) afin de guider les agriculteurs intéressés pour la mise en œuvre technique de cultures antiérosives d'une part et leur offrir une idée des coûts de production et marges économiques estimées les premières années et les années suivantes d'autre part.

2.3.2 VERS UNE GESTION DE LA PLAISANCE ET DES MOUILLAGES

Une analyse du consentement à payer des plaisanciers a été menée afin d'identifier le niveau de redevance potentiellement accepté pour services rendus à terre. Par ailleurs, les coûts d'entretien de équipements ont été identifiés pour accompagner la commune dans le choix des modalités de gestion de la ou des futures zones de mouillages organisés.

2.3.3 APPUI A LA REVISION DU PGEM DE MOOREA

Le travail d'élaboration du plan de gestion du lagon nécessite une phase de concertation avec les différents acteurs dont découlera des propositions d'objectifs et d'actions à mettre en œuvre. Si une

première analyse des coûts a été réalisée, celle-ci devra être mise à jour une fois la proposition du plan de gestion et des actions associées sera plus avancée. L'identification de plusieurs mécanismes de financement, qu'ils soient publics ou privés, potentiellement pertinents pour assurer la pérennité de la gestion du lagon de Moorea, fait l'objet d'échanges avec les différents acteurs institutionnels et économiques. L'analyse de leur faisabilité économique, politique et juridique viendra favoriser l'aide à la décision de mettre en œuvre un ou plusieurs mécanismes de financement.

2.4 FAVORISER L'APPRENTISSAGE, LA DIFFUSION ET LA REPLICATION DES EXPERIENCES DANS LES SITES PILOTES ET CONTRIBUTER A L'EXPERTISE REGIONALE SUR DES SUJETS CLES

En termes de communication, le projet a permis de diffuser les messages clés *via* différents media, en priorisant la presse locale et internet. La définition d'outils de communication utiles à l'accompagnement des actions sur le terrain et adaptées aux besoins des acteurs a été menée et fera l'objet de réalisation dans la 2nde partie du projet (brochures, exposition photo, vidéos,...). Différentes démarches de communication ont été mises en œuvre pour appuyer la mise en œuvre du projet de nombreuses présentations au format PowerPoint pour présenter le projet et l'état d'avancement du projet dans chacun des deux sites :

- Des articles de journaux sur le processus de révision du PGEM de Moorea (voir rapport semestriel)
- Une interview TV et radio sur le processus de révision du PGEM de Moorea
- Réalisation d'un page synthétique de présentation du projet sur le site internet de l'agence des aires marines protégées ;
- Préparation d'une page web plus détaillée sur le site internet hébergé par sur le site de l'agence des aires marines protégées

L'effort de communication s'est principalement porté sur les media internet jugé plus efficaces à ce stade Les brochures de présentation du projet dans chacun des deux sites sont en cours de préparation.

2.5 MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Le tableau ci-après informe sur le suivi et le statut des livrables réalisés par le groupement.

Livrables		Date de remise V1	Statut (soumis/en cours de révision/ validé) et date
L1	Rapport semestriel	01/02/2016	Validé le 24/06/2016
L1.1	Plan de communication	30/11/2015	Validé le 15/01/2016
L1.2	Document synthétique Etat Initial 'Opunohu	29/02/2016	Validé le 22/06/2016
L1.3	Document synthétique Etat Initial Gambier	02/02/2016	Validé le 26/06/2016
L1.4	Plan de sensibilisation et renforcement des capacités	28/02/2016	Validé le 19/06/2016
L1.5	Etude sur les impacts du CC et identifications des actions en faveur de l'ACC ('Opunohu et Gambier)	27/02/2016	Validé le 20/07/2016
L2	Rapport semestriel	14/11/2016	Validé par la CPS le 22/12/2016
L2.1.1	Gestion des déchets dans les Gambier (hors periculture): diagnostic et propositions d'actions PHASE 1	17/02/2016 à la DIREN (hors partie 8.8) et transmise à la CPS et à la DIREN le 31/03/16	Validé le 22/06/2016
L2.1.2	Gestion des déchets dans les Gambier (hors periculture): diagnostic et propositions d'actions PHASE 2	31/08/2016	15/11/2016
L2.1.3	Gestion des déchets dans les Gambier (hors periculture): diagnostic et propositions d'actions PHASE 3	19/09/2016	15/11/2016
L2.2	Stratégies de contrôle et d'éradication des plantes envahissantes à 'Opunohu	25/07/2016	20/10/2016
L2.3.1	Diagnostic et plan d'action pour la conservation, réhabilitation et restauration des écosystèmes terrestre au Gambier: volet FLORE	31/05/2016	16/08/2016
L2.3.2	Diagnostic et plan d'action pour la conservation, réhabilitation et restauration des écosystèmes terrestre au Gambier: volet AVIFAUNE	08/08/2016	14/11/2016
L2.4	Ancrages écologiques et organisation des mouillages à 'Opunohu et dans les Gambier: diagnostic et propositions d'actions (inclus étude sur consentement à payer)	29/06/2016	02/11/2016
L2.5	Lutte contre le recul du trait de côte et l'érosion des plages à 'Opunohu : diagnostic et plan d'action	31/08/2016	04/10/2016
L3	Rapport semestriel	En cours de finalisation	
L3.1	Faisabilité des mécanismes d'accompagnement des changements de pratiques agricoles à Opunohu - volet 1	07/09/2016	En cours de validation
L3.2	Document synthétique état intermédiaire 'Opunohu	En cours de rédaction	
L3.3	Document synthétique état intermédiaire Gambier	En cours de rédaction	

Tableau 4 : Livrables réalisés dans le cadre du projet et état de leur validation

Les dates des différentes réunions de COPIL et des réunions techniques préparatoires sont énumérées ci-dessous. A cela peuvent s'ajouter les réunions du comité permanent du PGEM de Moorea. Les diagnostics et les actions du projet RESCCUE y sont régulièrement présentés.

Date	Réunion	Observations : participation, fonctionnement, appropriation, etc.
30/10/2015	2ème réunion du COPIL, la première ayant eu lieu en Aout 2014 (sans l'opérateur, puisque l'appel d'offre n'avait pas encore été publié)	<ul style="list-style-type: none"> - Lancement officiel du projet en PF par le ministre en charge de l'environnement. Annonce par le ministre du rôle important des communes pour paramétrer le lancement du projet sur le terrain en réponse aux besoins prioritaires exprimés par celles-ci, identifiées comme les bénéficiaires prioritaires du projet. - Très bonne présence des services administratifs (seul le service du tourisme et la santé publique ne sont pas représentés) - Très bonne animation par la DIREN de ce premier COPIL opérationnel - Le règlement a été validé offrant de plus la possibilité de recourir à une validation électronique (eCOPIL) de certaines actions entre 2 COPIL, ce qui en termes de fonctionnement s'avère être un outil nécessaire. - Rappel de l'existence d'un groupe de travail restreint avec qui échanger, mais interrogation sur son caractère opérationnel.
23/06/2016	Première réunion du groupe de travail restreint	<ul style="list-style-type: none"> - Groupe de travail technique chargé de préparer les réunions du COPIL - Excellente participation des membres du groupe de travail animé par la DIREN et l'opérateur. Le service de l'urbanisme a été convié mais non présent.
27/06/2016	3ème réunion du COPIL	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les décisions attendues notamment en termes de validation des orientations de l'opérateur pour les mois à venir ont été prises sans difficulté, à l'exception de celles concernant les analyses économiques, pas tout à fait prêtes et nécessitant une validation par eCOPIL (ce qui sera fait). - Participation très active des services, notamment celui du tourisme (en fait représenté par le ministère du tourisme qu'il semble important de maintenir dans la liste des membres du COPIL), et du service en charge des affaires économiques.
27/09/2016	Réunion préparatoire du COPIL	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonne participation des membres du groupe de travail. Seul le SAU n'a pas pu être représenté
07/10/2016	4ème réunion du COPIL	<ul style="list-style-type: none"> - Très bonne représentation des services - Validation de plusieurs actions sauf celles relative à l'étude de faisabilité pour une démarche qualité de la perliculture aux Gambier

Tableau 5 : récapitulatif des réunions du COPIL et des réunions techniques préparatoires

Le tableau ci-après renseigne l'ensemble des différents cofinancements obtenus ou identifiés pour renforcer la mise en oeuvre du projet RESCCUE dans les deux sites pilotes de la Polynésie française

Co-financeurs / sources	Activités RESCCUE	Nature des dépenses	Période concernée (semestres)	Etat de la mobilisation	Montant (XPF)
DIREN	Lutte contre espèces envahissantes lutte contre fourmi folle jaune aux Gambier et	Expertise, équipements	De S2 à S6	100% contractualisé	1 300 000 XPF
Agence des aires marines protégées (AAMP)	Appui à la mise en œuvre de la GIZC (analyses juridiques, écologiques et économiques ; communication ; formation ; équipements tels que ancrages écologiques)	Expertise, équipements, frais de communication, frais de mission	De S1 à S6	30% contractualisé mais 95% déjà fléché (i.e. non encore contractualisé)	19 093 000 XPF
Agence des aires marines protégées (AAMP)	Appui à la gestion des AMP et à leur évaluation	RH (1 poste à temps plein en VSC pour 2 ans) et frais de mission	S2 à S6	100% contractualisé (agent en poste depuis mi mai 2016)	6 500 000 XPF
Agence des aires marines protégées (AAMP)	Appui aux analyses économiques et aux mécanismes de financement de la GIZC	RH (1 poste à temps plein en VSC pour 2 ans) et frais de mission	S3 à S6	100% fléché (agent en poste prévu début septembre 2016)	6 500 000 XPF
Agence des aires marines protégées (AAMP)	Appui à la révision du PGEM de Moorea et à la mise en place d'un tableau de bord (système d'évaluation)	Expertise, RH, frais de mission	S2 à S6	25% non encore contractualisé (pour études complémentaires à définir)	11 900 000€
Agence des aires marines protégées (AAMP) via l'association nationale Econav	Appui à la GIZC (gestion durable de la plaisance)	Expertise, sensibilisation	S3 à S6	A contractualiser avec un partenaire locale, par exemple l'association du PGEM courant 2017	3 579 900 XPF

Université de Polynésie française (UPF)	Appui à la GIZC et à l'accompagnement d'une perliculture durable aux Gambier	Temps personnel UPF	S1 à S6	En cours	8 235 000 XPF
IRCP / EPHE	Expertise sur thématiques variées du projet RESCCUE sur site pilote 'Opunohu (gestion des AMP, lutte contre l'érosion terrigène notamment)	Temps personnel IRCP	S1 à S6	En cours	N/A
Commune de Gambier	Animation de la démarche de GIZC, présentation du projet	Temps agent communal estimé à tiers temps	Octobre 2015-décembre 2017 (<i>prolongation possible jusque mi 2018</i>)	En cours	2 500 000 XPF
Commune de Gambier	Bateau commune mis à disposition du groupement pour différentes missions	Location bateau et carburant	S1 à S6	En cours	N/A
UE (<i>via</i> projet INTEGRE)	Animation plan de GIZC site pilote 'Opunohu	Temps agent estimé animatrice INTEGRE et anthropologue	S1 à S6	En cours	6 000 000 XPF
UE (<i>via</i> projet INTEGRE)	Actions de lutte contre l'érosion terrigène et d'améliorations des pratiques agricoles (production d'ananas) dans le site pilote de 'Opunohu pièges à sédiment	Prestation de service (matériel)	S1 à S6	En cours	12 800 000 XPF
UE (<i>via</i> projet INTEGRE)	Accompagnement agriculture durable (itinéraire technique cultural Agri bio)	Fournitures (intrants, matériel) notamment	S1 à S6	En cours	4 000 000 XPF
Temps MCE/DIREN et autres services	Gestion de projet	Temps agent	S1 à S6	En cours	

Réunions techniques et de COPIL					Non estimé
Temps MCE/DIREN et autres services Temps de relecture de livrables	Gestion de projet	Temps agent	S1 à S6	En cours	Non estimé
UE/BEST	Subvention pour action de restauration écologique aux Gambier répondant au diagnostic du projet RESCCUE et mobilisant les personnes formées localement	Expertise, Equipement, formation, frais de mission	Démarrage en avril 2017 projet sélectionné par BEST fin novembre 2016)	Pas encore mobilisé	9 000 000 XPF
Co-financeurs potentiels / sources	Activités RESCCUE	Nature des dépenses	Période concernée (semestres)	Etat de la mobilisation	Montant (XPF)
Air Tahiti	Potentielle contribution billets avions pris en charge pour action de conservation de la biodiversité pour la SOP Manu	Frais de mission	2017	A confirmer	150 000 XPF
Ministère polynésien en charge du tourisme et service du tourisme	Ligne budgétaire pour l'accompagnement de la mise en place de zones de mouillages organisées et de sentiers de randonnées (budget 2017)	Equipement (par ex. ancrages écologiques)	Dès 2017	A valider par ministère	Reste à préciser
Ministère polynésien en charge du tourisme et service du tourisme	Appui à la lutte contre l'érosion du littoral sur la plage de Ta'ahiamanu (revégétalisation, rechargement de la plage, construction d'un ouvrage sous-marin, communication)	Travaux, communication	Début ou mi 2017	A valider lors du collectif budgétaire du premier trimestre 2017	+/- 70 000 000 XPF

Tableau 6 : Cofinancement du projet RESCCUE en Polynésie française

3. PRINCIPAUX AJUSTEMENTS DU PROGRAMME D'ACTIVITES INITIAL

Aucun ajustement majeur sur la nature des activités n'a été noté au cours de la première année de mise en œuvre du projet sur ce site pilote et n'est identifié à ce stade pour la suite. Les ajustements réalisés concernent davantage l'adaptation du calendrier pour la mise en œuvre des activités de manière réaliste plutôt qu'une adaptation de la nature des activités.

L'ajustement du calendrier s'explique notamment par le degré de dépendance de certaines activités à la mise en œuvre du projet INTEGRE en ce qui concerne :

- le PGIZC ou Plan de Développement Local Durable : appui à la réalisation du diagnostic approfondi du site de 'Opunohu rédigé par INTEGRE et ayant fait l'objet d'un décalage conséquent ;
- les mesures d'accompagnement des pratiques agricoles plus durables (volet technique principalement mené par INTEGRE). A ce sujet, l'accompagnement du projet RESCCUE s'est adapté au contexte et a pu mobiliser des ressources pour un appui sur le volet technique dans un premier temps (scénarisation des actions de lutte contre l'érosion terrigène) avant une phase d'analyses économique et une réflexion sur les mécanismes de financement initialement prévues.

Un autre ajustement en terme de calendrier concerne l'appui à la révision du PGEM qui a nécessité une phase d'identification et d'écoute de plusieurs parties prenantes (dont les pêcheurs) avant d'avancer dans la phase de concertation a proprement parler. La structuration des pêcheurs en associations est un résultat positif obtenu lors de cette première année de travail et qui permet désormais d'avancer dans la suite du processus de révision. Pour plus d'informations à ce sujet, voir la partie correspondante dans le présent document.

Par ailleurs, l'activité liée à la définition de mesures dites « douces » de lutte contre l'érosion du littoral a nécessité un ajustement du spectre des actions technique pour répondre aux caractéristiques et à l'ampleur du phénomène d'érosion diagnostiqués sur le site de la plage de Ta'ahiamanu. Les propositions de lutte dites « douces » sur ce site identifié comme prioritaire par le Pays (Service du tourisme affectataire de la zone) et la commune ont initialement été identifiées, par exemple la revégétalisation du haut de plage. Au regard du contexte, elles ont nécessitent d'être renforcées par des préconisations techniques plus classiques et coûteuses (rechargement de la plage, construction d'un petit ouvrage sous-marin pour limiter la perte des sables dans le chenal profond adjacent).

4. PROBLEMES ET ETAPES MISES EN OEUVRE POUR LES RESOUDRE

Les problèmes rencontrés et les solutions pour les résoudre depuis le début de la mise en œuvre du projet sont présentés ci-dessous :

- Délai de validation des modalités de gestion pour certaines thématiques pourtant initialement identifiées comme étant les plus matures (ex : zones de mouillages organisés dans les deux sites pilotes ; gestion des déchets-hors periculture- aux Gambier)
 - Mesures prises pour y remédier : effort soutenu d'accompagnement des communes *via* de nombreuses réunions, visites de terrains avec élus, et réalisation de compléments de diagnostics permettant de faciliter la prise de décision
- Démarrage tardif des composantes économiques, ayant nécessité une validation en COPIL/eCOPIL
 - Mesure prise pour y remédier: Validation des propositions d'analyses économiques demandée rapidement, échanges avec les partenaires et bénéficiaires impliqués dans les thématiques nécessitant le recours à l'analyse économique et/ou aux mécanismes de financement

5. PROCHAINES ETAPES

Thématique	Activités à venir
PGZIC 'Opunohu	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici fin 2017 : Appui à la proposition d'une gouvernance adaptée, et contribution à la définition des enjeux, objectifs et actions du PGZIC, ainsi qu'aux études de faisabilité des activités de la structure d'accueil. - D'ici la fin du projet, contribution possible à la labellisation de certaines activités dans le cadre de la réflexion générale sur l'accompagnement des bonnes pratiques.
Appui à la révision du PGEM	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici début 2017 : Poursuite de la concertation avec les différents acteurs, et réalisation d'analyses jugées pertinentes pour appuyer la démarche (juridique, économique) - D'ici mi 2017 : Synthèse des propositions d'objectifs et actions de gestion ; Négociation avec les différents acteurs sur les points les moins consensuels. - D'ici mi 2017 : Rédaction d'un projet de plan de gestion de l'espace maritime qui sera à validé par la CLEM. - Jusqu'à la fin du projet, prolongation de l'appui au renforcement des capacités de la commune de Moorea et notamment le charge de mission PGEM. - D'ici la fin du projet : formalisation des mécanismes de financement identifiés pour prise de décision par les décideurs.
Gestion des mouillages	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici début 2017, validation des modes de gestion (dépendant du projet de l'entrepreneur privé en fond de baie de 'Opunohu) - D'ici mi 2017, validation des cofinancements nécessaires à la pose du matériel - D'ici la fin du projet, articulation avec l'initiative nationale Econav, notamment sur le volet sensibilisation (une fois les équipements posés) - D'ici mi 2017 : appui à la commune pour préparer la mise en place du matériel une fois les décisions prises (localisation, modalités de gestion) et financements trouvés
Gestion de l'érosion côtière (plage de Ta'ahiamanu)	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici fin 2016 : validation par le Pays du budget dédié à l'opération de rechargement de plage jugée pertinente par les membres du COPIL (solution qui reste néanmoins à confirmer suite à l'analyse du gisement à terre et de sa granulométrie) - Dès la validation du budget et des travaux (courant 2017), mise en œuvre de la sensibilisation et la communication autour de l'action de lutte contre l'érosion sur la plage
Pratiques agricoles durables	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici fin 2017, accompagnement technico-économique des bonnes pratiques (ananas bio et lutte contre l'érosion) auprès du SDR et de l'usine Rotui (et du lycée agricole) - D'ici fin 2017, Propositions de mécanismes pour pérenniser ces pratiques
Lutte contre les espèces envahissantes terrestres	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici fin 2017, prolonger la recherche de cofinancement et assurer les cofinancements identifiés pour mettre en œuvre la stratégie opérationnelle qui a été proposée, ainsi qu'une coordination des actions qui seront menées. La formation de nouveaux acteurs, telles que des associations ou des prestataires locaux sera également un des axes prioritaire de développement de cette activité
Analyses économiques	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici mi-2017 échanges avec les institutions et les différents acteurs pour identifier les analyses économiques jugées pertinentes, et les mécanismes de financement potentiels dont la faisabilité sera à étudier

, mécanismes financement	- D'ici mi 2018, sélection de mécanismes de financement et mise en place
-------------------------------------	--

6. ANNEXE

6.1 CADRE LOGIQUE RENSEIGNE

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification propres au site pilote
Résultat 1.1 : Les sites pilotes disposent de plans de GIZC incluant explicitement la dimension ACC et de plateformes de participation actives	1.1.1 Proportion de sites où un plan de GIZC a été élaboré	1.1.1 Un plan de GIZC co-construit est élaboré <u>en coopération avec le projet INTEGRE</u>	1.1.1 Oui	.1.1 Oui, en cours	<p><u>Hypothèse</u> : l'opérateur met en place une démarche de co-construction avec la commune de Moorea et les services du Pays afin que les contributions et l'accompagnement du projet aboutissent à l'appropriation et la validation du plan de GIZC et des démarches associées (révision du PGEM, gestion des mouillages organisés, lutte contre l'érosion du trait de côte et contre l'érosion terrigène notamment).</p> <p>L'adoption du plan de GIZC incombe à la commune et au Pays.</p> <p><u>Hypothèse</u> : la coopération avec la démarche entamée par le projet INTEGRE est efficace. La complémentarité entre les deux projets facilite le processus de GIZC plutôt qu'elle ne le freine.</p> <p><u>Un risque</u> de non-appropriation du plan de GIZC par le Pays est identifié.</p>	<p>Réalisation d'un état initial et de diagnostics thématiques</p> <p>Identification et appui à la formation d'une instance de gouvernance</p> <p>Activités prévues de GIZC sur la gestion des mouillages, la lutte contre l'érosion côtière, et la révision du PGEM.</p> <p>Sensibilisation et renforcement des capacités notamment de l'équipe porteuse du processus de GIZC (commune de Moorea) et de l'équipe INTEGRE.</p>	<p>Livrables dont : diagnostics initiaux /à mi-parcours /finals et L4.1</p> <p>Rapports semestriels</p> <p>Compte-rendu des échanges techniques, des ateliers, des réunions et des actions mises en œuvre</p>
	1.1.2 Proportion de plans de GIZC incluant explicitement la dimension ACC	1.1.2 Le lien avec l'ACC est explicité dans le plan de GIZC proposé <u>en coopération avec le projet INTEGRE</u>	1.1.2 Oui	1.1.2 En cours			
	1.1.3 Proportion de sites où un plan de GIZC a été adopté	1.1.3 : le PGIZC proposé <u>en coordination avec le projet INTEGRE</u> est soumis à la commune pour validation	1.1.3 Oui	1.1.3 N/A à ce stade			
	1.1.4 Proportion de sites où le plan de GIZC adopté est en cours de mise en œuvre	1.1.4. : Des actions de gestion sont mises en œuvre tout au long du processus d'élaboration du plan de GIZC	1.1.4 Au moins 2 actions de GIZC sont mises en œuvre	1.1.4 Plusieurs actions sont en cours de mises en œuvre			
	1.1.5 Proportion de sites disposant d'une plateforme active de GIZC (se réunissant régulièrement)	1.1.5. Une instance de gouvernance au moins informelle est proposée	1.1.5 Oui	1.1.5 En cours			

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
Résultat 1.2 : Les enjeux environnementaux sur les sites pilotes, notamment le changement climatique et la perte de services écosystémiques, sont pris en charge avec succès au moyen d'activités de GIZC	1.2.1 Les activités entreprises sur les sites répondent aux enjeux clés identifiés dans les plans de GIZC et les processus participatifs	1.2.1.1 <u>Réponse aux enjeux</u> Le projet met en œuvre des activités répondant aux enjeux identifiés dans la phase de diagnostic	Au moins la moitié des enjeux identifiés sur le site pilote dans le cadre du diagnostic font l'objet d'une activité	1.2.1.1. Actions en cours de préparation	<u>Risque</u> : le diagnostic approfondi et partagé réalisé par l'équipe INTEGRE met en avant des enjeux importants non identifiés dans les termes de référence du projet RESCCUE pourtant co-construits avec la commune et les services du Pays.	Mise en œuvre des activités sur les différentes thématiques répondant aux enjeux	-Livrables dont diagnostics initiaux /à mi-parcours /finals -Rapports de missions, d'échanges techniques -Rapports semestriels
		1.2.1.2 <u>Appui à la révision du PGEM</u> Un projet de PGEM révisé est proposé à la commune et à la Commission Locale de l'Espace Maritime (CLEM).	Oui	1.2.1.2 En cours et CLEM créée (nominations en cours)	<u>Risque</u> : le processus de révision n'aboutit pas à une proposition de plan de gestion partagé par l'ensemble des acteurs. <u>Hypothèse</u> : l'instance technique collégiale formée des services suivants : SAU, DRMM et DIREN s'impliquent tout au long du processus de révision. Les autres services identifiés (tourisme, affaires maritimes, affaires foncières et équipement notamment) suivent le processus de révision de manière régulière. <u>Risque</u> : la transcription des résultats de la concertation pose des problèmes d'ordre juridique.	-Réalisation d'une phase de diagnostic des enjeux et des jeux d'acteurs -Identification d'objectifs à long terme partagés par l'ensemble des acteurs (y.c. les services du Pays) via une phase de concertation -Proposition de modalités de gestion -Transcription des propositions issues de la concertation en termes juridiques -Propositions de mécanismes de financement pérenne aux décideurs	-Livrables dont diagnostics initiaux /à mi-parcours /finals et L3.2 -Rapports techniques contribuant au processus de révision (juridique, économique, écologique) -Rapports de missions

							-Proposition des bases d'un système de suivi-évaluation du PGEM	
--	--	--	--	--	--	--	---	--

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
<u>Suite</u> Résultat 1.2 : Les enjeux environnementaux sur les sites pilotes, notamment le changement climatique et la perte de services écosystémiques, sont pris en charge avec succès au moyen d'activités de GIZC	<u>Suite</u> 1.2.1 Les activités entreprises sur les sites répondent aux enjeux clés identifiés dans les plans de GIZC et les processus participatifs	1.2.1.3 <u>Gestion des mouillages</u> : Une organisation des mouillages (y.c. les modalités de gestion) est proposée à la commune	Au moins 3 sites sont étudiés dans le périmètre du site pilote et au moins 2 modalités de gestion sont présentées aux élus.	<u>1.2.1.3 cinq sites étudiés, 2 retenus et 1 en stand-by. Plusieurs modalités de gestion proposées et présentées aux élus</u>	<u>Hypothèse</u> : la commune valide les options proposées en termes de modalités de gestion. L'emplacement des services à terre ne pose pas de problème d'acceptation par la population riveraine et les élus. <u>Hypothèse</u> : le service du tourisme affectataire de la zone de Ta'ahiamanu adhère aux orientations des élus. <u>Hypothèse</u> : les cofinancements initialement prévus et confirmée (lors de la réunion RESCCUE du 15/01/2015 avec la CPS et les services du Pays) sur une ligne budgétaire du service du tourisme sont mobilisables afin de permettre la pose d'ancrages écologiques.	-Identification des besoins -Sélection et caractérisation des sites potentiels dans le périmètre du site pilote -Proposition de modalités possibles de gestion des mouillages -Identification des besoins de services à terre et de potentiels porteurs de projets	Livrables dont diagnostics initiaux /à mi-parcours /finals et L2.4 Rapports de mission
		1.2.1.4 <u>Lutte contre les espèces envahissantes terrestres</u> Une stratégie de contrôle et d'éradication des	Oui	<u>1.2.1.4 En cours</u>	<u>Hypothèse</u> : un cofinancement est trouvé pour mettre en œuvre des actions du plan d'action proposé dans le cadre du projet RESCCUE (en accord avec la réponse à l'offre technique retenue)	-Réalisation d'un diagnostic et rédaction d'une stratégie d'actions concrètes (contrôler, éradication) -Présentation du diagnostic/des propositions d'actions lors de réunions publiques à Moorea,	Livrables dont diagnostics initiaux /à mi-parcours

		<p>plantes envahissantes sur le domaine de ' Opunohu est proposée.</p> <p>La faisabilité et la hiérarchisation des propositions d'action de lutte sont proposées afin de faciliter l'aide à la décision pour mettre en œuvre des actions</p>	Oui	En cours		<p>entretiens avec la commune, les services administratifs ainsi que les principaux propriétaires fonciers concernés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse de la pertinence et de la faisabilité (foncière, financière et technique) des propositions et hiérarchisation - Présentation des propositions d'actions validées par la commune et hiérarchisées au en COPIL, accompagnées d'un chiffrage approximatif individuel par proposition. - A l'issue de la validation, chiffrage approfondi des propositions définitivement validées, déclinées en actions individuelles à planifier dans le temps et sur le site. 	<p>/finals et L2.2</p> <p>Rapports de mission</p>
--	--	--	-----	----------	--	--	---

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
<u>Suite</u> Résultat 1.2 : Les enjeux environnementaux sur les sites pilotes, notamment le changement climatique et la perte de services écosystémiques, sont pris en charge avec succès au moyen d'activités de GIZC	<u>Suite</u> 1.2.1 Les activités entreprises sur les sites répondent aux enjeux clés identifiés dans les plans de GIZC et les processus participatifs	1.2.1.5 <u>Accompagnement d'une agriculture plus durable</u> Un appui technique est apporté en termes de lutte contre l'érosion terrigène dans les parcelles dédiées à la production d'ananas.	Oui	1.2.1.5 En cours	<u>Hypothèse :</u> le SDR identifie des producteurs volontaires pour suivre la démarche.	-Analyse comparative des systèmes existants de lutte contre l'érosion terrigène à l'échelle régionale -Préparation et coordination d'un échange technique	Livrables dont diagnostics initiaux /à mi-parcours /finals et L2.6 Rapport de l'atelier
		1.2.1.6 <u>Lutte contre l'érosion côtière sur le site pilote</u> Le diagnostic permettant de caractériser les phénomènes d'érosion sur le site pilote est réalisé. Des propositions de luttes contre l'érosion sont formalisées. Une action de lutte est mise en œuvre	Oui	1.2.1.6 En cours En cours Reste à évaluer	<u>Hypothèse :</u> des cofinancements sont identifiés pour permettre une action significative de lutte contre l'érosion côtière sur le site pilote <u>Risque :</u> le phénomène d'érosion s'accélère, ce qui engendre la mise en place de mesures à très court-terme	-Améliorer la compréhension du phénomène d'érosion afin de bien définir des actions pertinentes de lutte Mise en œuvre d'une action de lutte contre l'érosion côtière	Livrables dont diagnostics initiaux /à mi-parcours /finals et L2.5 Rapports semestriels

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
Résultat 1.3 : Les politiques, stratégies et cadres juridiques liés à la GIZC et à l'ACC sont améliorés au niveau national	<p>1.3.1 Nombre de politiques, stratégies et cadres juridiques nouveaux/améliorés</p> <p>1.3.2 Proportion de sites pilotes sur lesquels la coordination entre administrations sectorielles a été renforcée dans le cadre du projet</p>	<p>1.3.1 Nombre de politiques publiques auxquelles des actions du projet sont associées ou contribuent (parmi lesquelles par ex : PGEM, stratégie du tourisme nautique ; révision du Plan Général d'Aménagement, , développement de l'agriculture/maraichage, future stratégie sur la gestion des espaces marins et côtiers, stratégie de lutte contre les espèces envahissantes, démarche PF de co gestion entre le Pays et les communes dans un cadre de GIZC, plan climat énergie, futur Schéma d'Aménagement Général de la PF)</p> <p>1.3.2 Nombre d'actions faisant intervenir au moins 2 services du Pays, en coopération avec la commune</p>	<p>Les actions du projet sur le site pilote s'inscrivent dans au moins 2 politiques publiques du Pays</p> <p>Au moins 2 actions mises en œuvre faisant intervenir au moins 2 services du Pays en coopération avec la commune</p>	<p>1.3.1 Stratégie du tourisme, futur code des pêches, lutte contre les espèces envahissantes</p> <p>Les actions prévues de lutte contre l'érosion et de lutte contre les espèces envahissantes font intervenir 2 services et la commune : SDT, DIREN ; SDR et DIREN. La révision du PGEM fait intervenir plus de 2 services et la commune (DIREN, DRMM, SAU, SDT)</p>	L'adoption des politiques publiques et leur mise en œuvre incombe aux collectivités (Pays, commune notamment)	<p>-Démarches de présentation du projet et des activités dès le début du projet et de manière régulière auprès des différents services du Pays en charge de la définition et/ou de la mise en place de politiques publiques</p> <p>-Mobilisation de réunions inter services (groupe de travail restreint) régulières</p>	<p>Enquêtes auprès des administrations</p> <p>Rapports, CR des réunions, livrables</p>
Résultat 1.4 : Les capacités individuelles et institutionnelles de mise en	1.4.1 Nombre d'activités de renforcement des capacités mises en œuvre	1.4.1 Nombre d'activités de renforcement des capacités mises en œuvre	1.4.1 Au moins 1 par thématique prioritaire du projet aux yeux de la commune	1.4.1. renforcement des capacités équipe communale pour		Définition d'un plan de renforcement des capacités adaptable en cours de projet, mise en œuvres des	Rapports sur les activités de renforcement des capacités

<p>œuvre de la GIZC pour une plus grande résilience sont renforcées</p>	<p>1.4.2 Nombre d'individus ciblés par les activités de renforcement des capacités 1.4.3 Nombre d'organisations ciblées par les activités de renforcement des capacités <i>1.4.4 Nombre et % de personnes et d'organisations montrant des capacités accrues après participation à des activités de renforcement des capacités</i></p>	<p>1.4.2 Nombre d'individus ciblés par les activités de renforcement des capacités 1.4.3 Nombre de publics cibles différents pour les activités de renforcement des capacités</p>	<p>1.4.2 - Au moins 2 producteurs d'ananas impliqués dans l'échange technique. Au moins 2 agents techniques de la commune bénéficient d'une formation à la concertation 1.4.3 Au moins 4 publics cibles différents : les élus, l'équipe technique de la commune, les services du Pays, les étudiants</p>	<p>la révision du PGEM. Pour les autres thématiques, reste à réaliser. 1.4.2 Quatre producteurs ont participé à l'échange régional Formation des agents communaux à la concertation en cours (animateur PGEM recruté par la commune notamment) 1.4.3 Elus et équipe technique de la commune ont déjà commencé à bénéficier d'un renforcement de compétences techniques</p>		<p>actions de renforcement des capacités auprès des différents publics cibles identifiés dans les différentes thématiques du projet sur le site pilote</p>	<p>Enquêtes avant / après</p>
---	---	--	--	---	--	--	-------------------------------

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
Résultat 1.5 : Des entreprises locales nouvelles ou existantes sont soutenues d'une façon qui contribue à une gestion plus intégrée des zones côtières	1.5.1 Nombre d'entreprises locales existantes soutenues 1.5.2 Nombre de nouvelles entreprises locales soutenues 1.5.3 Nombre d'entreprises avec une implication accrue dans la GIZC	1.5.1.1 Nombre de producteurs d'ananas impliqués dans la démarche de lutte contre l'érosion 1.5.2 Nombre d'activités de services aux plaisanciers créés (y. c par la commune si elle est gestionnaire des mouillages/services) 1.5.3 Nombre de prestataires de services lagunaires impliqués dans la révision du PGEM	Au moins 2 Au moins 1 Au moins 2	En cours En cours En cours	L'implication des socioprofessionnels ne dépend pas uniquement de l'opérateur. Le nombre de plaisanciers est suffisamment important pour permettre la rentabilité de certains services à terre.	Mise en œuvre des activités validées en COPIL	Livrables Rapports CR de missions

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
Résultat 2.1 : Les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux sont au fait des différentes utilisations possibles d'une large gamme d'analyses économiques	2.1.1 Connaissances en économie et gestion des acteurs clés de la GIZC	2.1.1 Nb de présentations sur ces thématiques auprès des élus, services et associations	Au moins 1 pour chaque type d'acteur	Présentation sur la GIZC auprès des élus et équipe technique de la commune		Présentations sur la base des analyses jugées pertinentes	Compte rendu des réunions de présentation
Résultat 2.2 : Des analyses économiques variées sont utilisées à l'appui de la GIZC (prise de décisions, conception technique des mécanismes économiques et financiers, plaidoyer)	2.2.1 Nombre d'analyses économiques effectivement utilisées à l'appui de la GIZC	2.2.1 Nombre d'analyses économiques effectivement utilisées à l'appui de la GIZC	Au moins 1	analyses des coûts de gestion des mouillages ; Analyse des coûts de gestion du PGEM de Moorea	Risque : les analyses demandées/proposées/réalisées ne sont pas prises en compte	Présentations Analyses jugées pertinentes	Rapport, livrables
Résultat 2.3 : La rentabilité économique des principales activités de GIZC est démontrée quand cela est possible	2.3.1 Ratio coûts/bénéfices (coûts des activités et bénéfices associés en termes de services écosystémiques)	2.3.1 ratio Coûts/Bénéfices	<1 pour au moins une activité de GIZC	Non évalué à ce stade	Les données sur les bénéfices notamment doivent être disponibles ou pouvoir être produites	Analyse économique, estimations de coûts et des bénéfices	Livrable L5.1

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
Résultat 3.1 : Les mécanismes économiques et financiers potentiels sont identifiés et leur faisabilité étudiée ; les mécanismes en place sont analysés	<p>3.1.1 Nombre de nouveaux mécanismes économiques et financiers dont la faisabilité a été étudiée</p> <p>3.1.2 Nombre de mécanismes économiques et financiers existants ayant fait l'objet d'un examen</p>	<p>3.1.1 Nombre de nouveaux mécanismes économiques et financiers dont la faisabilité a été étudiée</p> <p>3.1.2 Nombre de mécanismes économiques et financiers existants ayant fait l'objet d'un examen</p>	<p>3</p> <p>Au moins 1</p>	<p>En cours</p> <p>N/A à ce stade</p>	<p>Suite à l'étude de faisabilité, le portage dépend des autorités et des acteurs et non pas de l'opérateur</p>	<p>Etude de faisabilité pour différents mécanismes pré-identifiés ou à identifier en cours de projet</p>	<p>Livrable L3.5</p>
Résultat 3.2 : De nouveaux mécanismes économiques et financiers sont élaborés et mis en œuvre ; les mécanismes en place sont renforcés de façon durable et coût-efficace	<p>3.2.1 Nombre de nouveaux mécanismes économiques et financiers établis</p> <p>3.2.2 Ratio coûts/bénéfices (flux financiers générés par les mécanismes et coûts de transaction associés)</p>	<p>3.2.1 Nombre de nouveaux mécanismes économiques et financiers établis</p> <p>3.2.2 Ratio coûts/bénéfices (flux financiers générés par les mécanismes et coûts de transaction associés)</p>	<p>Au moins 1</p> <p>Coûts de transaction rendant le mécanisme pertinent et accepté aux yeux des acteurs concernés</p>	<p>N/A à ce stade</p> <p>N/A à ce stade</p>	<p>Les besoins et possibilités concernant les mécanismes étudiés doivent être confirmés</p> <p>Les coûts de transaction sont très incertains et pourraient se révéler trop élevés par rapport aux bénéfices</p> <p>La mise en œuvre repose principalement sur des acteurs publics et privés, et pas sur l'opérateur</p>	<p>Etude de faisabilité</p> <p>Mise en œuvre d'un mécanisme, suivi de la mise en œuvre</p>	<p>Rapports, CR, système de suivi, livrable L5.3</p>

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
Résultat 4.1 : Des échanges d'expériences et partages d'expertise ont lieu entre les sites pilotes	4.1.1 Nombre d'activités d'échanges d'expériences et de partage d'expertise mises en œuvre	4.1.1 Echanges entre animateur des sites pilotes polynésiens et/ou avec animateur d'autres projets (INTEGRE par ex.) 4.1.2 échanges thématiques par exemple sur la plaisance, l'agriculture durable) entre sites pilotes polynésiens	Au moins 2 Au moins 1	Echanges entre animateur fin juin 2016 N/A ce stade	Hypothèse : des cofinancements sont identifiés pour favoriser les échanges thématiques	Ateliers ou échanges techniques entre sites pilotes	CR des échanges
Résultat 4.4 : Tous les acteurs concernés, du niveau local à international, sont informés du projet et de ses activités	4.4.1 Plan de communication mis en œuvre 4.4.2 Degré d'information des acteurs	4.4.1 % de mise en œuvre du plan de communication en fin de projet 4.4.2 Degré d'information des acteurs	80% Bon en fin de projet	Estimé à 15% N/A à ce stade	La communication autour des actions est facilitée par l'ensemble des partenaires (commune, Pays notamment).	Mise en œuvre du plan de communication	Suivi du plan de communication Enquêtes
Résultat 5.1 : Les rapports techniques et financiers sont conformes aux attentes	5.1.1 Remise des rapports aux échéances fixées 5.1.2 Qualité des rapports	5.1.1 les rapports semestriels sont préparés aux échéances fixées 5.1.2 les rapports semestriels sont validés	Oui Oui	Oui pour le rapport du 1 ^{er} semestre Oui, pour le rapport du 1 ^{er} semestre	Le calendrier des actions de terrains est compatible avec le calendrier de rédaction des rapports semestriels afin de bien rendre compte des actions menées en fin de semestre La contribution de l'ensemble des partenaires du	Synthèse des activités et rédaction des rapports semestriels	Report semestriels

					groupement est satisfaisante.		
--	--	--	--	--	-------------------------------	--	--

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
Résultat 5.2 : Les membres des comités de pilotage au niveau régional et national / provincial sont pleinement engagés et s'approprient le projet	<p>5.2.1 Proportion d'accords d'assistance à maîtrise d'ouvrage signés</p> <p>5.2.2 Taux de participation des membres aux réunions de comité de pilotage régional et national/provincial</p> <p>5.2.3 Niveau de satisfaction des membres des comités de pilotage régional et national / provincial</p>	<p>5.2.1.1 Proportion des actions validées ayant été pré- identifiées dans l'offre technique retenue en réponse au cahier des charges</p> <p>5.2.1.2 Un processus de validation des actions est opérationnel et donne lieu à la validation régulière des actions proposées suite aux phases de diagnostics</p> <p>5.2.1.3 Des cofinancements initialement prévus par le Pays sont disponibles, signe du plein engagement et de la bonne appropriation du projet</p> <p>5.2.2.1 Taux de participation des membres aux réunions de comité de pilotage PF ou taux de réponses des participants aux eCOFIL</p> <p>5.2.2.2 Taux de participation des membres aux réunions de GT restreint</p> <p>5.2.3 Niveau de satisfaction des membres du comité de pilotage PF</p>	<p>Au moins 75%</p> <p>Oui</p> <p>Cofinancement du même ordre que celui indiqué dans l'accord à maîtrise d'ouvrage entre la CPS et la PF</p> <p>75%</p> <p>90%</p> <p>Bon</p>	<p>Actions en cours d'identification ou de validation</p> <p>Validations parfois longues en COFIL</p> <p>Cofinancement identifié supérieur aux éléments inscrits dans l'AMO</p> <p>Proche de 100% pour les réunions du COFIL</p> <p>Bon pour le moment</p> <p>A évaluer</p>	<p><u>Risque</u> : le processus de validation n'est pas assez opérationnel et le programme des activités est trop différent de l'offre technique retenue, ce qui rend sa mise en œuvre très difficile</p> <p><u>Hypothèse</u> : Un système opérationnel de validation des propositions d'actions est mis en place</p> <p>L'appropriation peut se mesurer <i>via</i> le cofinancement apporté par les différents partenaires, des cofinancements sont identifiés</p>	<p>Appui à l'organisation des COFIL et des groupes de travail restreint le cas échéant</p> <p>Identification de cofinancement</p>	<p>CR des COFIL</p> <p>Rapport financier pour le cofinancement</p> <p>Enquête auprès des membres du COFIL</p>
Résultat 5.3 : Le système de suivi-évaluation donne à tout moment une idée claire des avancées du projet	<p>5.3.1 Existence d'un cadre logique révisé</p> <p>5.3.2 Disponibilité des données pour suivi-évaluation</p>	<p>5.3.1 remplissage régulier du cadre logique révisé adapté au site pilote</p> <p>5.3.2 les indicateurs de suivi sont renseignés et les rapports semestriels proposent un point d'étape semestriel</p>	<p>Oui</p> <p>Oui</p>	<p>Oui, dans chaque rapport semestriel</p> <p>Oui, pour le rapport du 1^{er} semestre</p>		<p>Renseigner les indicateurs de suivi du cadre logique</p>	<p>Cadre logique suivi et rapports semestriels</p>

Résultats attendus	Indicateurs régionaux	Indicateurs propres au site pilote de Moorea	Cibles propres au site pilote	Niveau d'atteinte des cibles au 2 nd semestre du projet	Risques et hypothèses fondés sur les caractéristiques du site	Activités de l'opérateur	Moyens de vérification
Résultat 5.4 : Des contrats sont conclus pour chaque site avec des opérateurs qui s'acquittent de leurs obligations conformément aux attentes	<p>5.4.1 Contrats signés avec les opérateurs</p> <p>5.4.2 Qualité du rapportage des opérateurs et respect des délais</p> <p>5.4.3 Niveau de satisfaction des gouvernements et administrations partenaires en ce qui concerne les opérateurs</p> <p>5.4.4 Niveau de satisfaction des opérateurs en ce qui concerne la supervision assurée par la CPS</p>	<p>5.4.2 Qualité du rapportage des opérateurs et respect des délais</p> <p>5.4.3 Niveau de satisfaction des gouvernements et administrations partenaires en ce qui concerne les opérateurs</p> <p>5.4.4 Niveau de satisfaction des opérateurs en ce qui concerne la supervision assurée par la CPS</p>	<p>Bon</p> <p>Haut</p> <p>Haut</p>	<p>Bonne qualité, délais parfois non respectés</p> <p>Correct en ce qui concerne les communes. Pour les autres partenaires, à évaluer</p> <p>Correct</p>		<p>Rapportage, échanges réguliers avec les différents services du Pays et avec la CPS</p>	<p>Rapports semestriels</p> <p>Enquêtes services du Pays et CPS</p>
Résultat 5.5 : Des cofinancements sont mobilisés à hauteur des objectifs énoncés (1:1)	5.5.1 Niveau de cofinancement	5.5.1 Niveau de cofinancement	<p>- Cohérent avec le cofinancement proposé en début de projet par l'AAMP</p> <p>Du même ordre de grandeur que celui indiqué dans l'accord à maîtrise d'ouvrage entre la CPS et la PF</p>	<p>Oui</p> <p>Cofinancement identifié supérieur à l'ordre de grandeur indiqué dans l'AMO</p>	<p>Ne dépend pas de l'opérateur.</p> <p>Le cofinancement du Pays dépend largement des programmations budgétaires annuelles</p>	<p>Assurer le suivi du cofinancement apporté par l'AAMP</p> <p>Préparation des actions en amont des dialogues budgétaires pour les services du Pays</p>	<p>Rapport financier du projet PF</p>

Résultat 5.6 : La mise en œuvre du projet intègre les récentes expériences acquises dans le Pacifique et dans le reste du monde ainsi que les meilleures connaissances scientifiques disponibles	5.6.1 Références aux expériences récentes dans les documents d'orientation du projet	5.6.1 Références aux expériences récentes dans les documents d'orientation du projet	Au moins 1	N/A à ce stade			
	5.6.2 Nombre de publications sur les résultats et enseignements du projet dans des revues à comité de lecture	5.6.2 Nombre de publications sur les résultats et enseignements du projet dans des revues à comité de lecture	Au moins 1	N/A à ce stade	N/A	Capitalisation des activités menées dans le cadre du projet	Articles ou documents de capitalisation. Livrable bilan du projet

